



**LES SÉLECTIONS DOCUMENTAIRES DE NADJA  
DECEMBRE 2023**

**LES SALLES DE  
CONSOMMATION À MOINDRE  
RISQUE (SCMR)**

Avec le soutien de



**CES DOCUMENTS SONT DISPONIBLES EN LIGNE OU À LA DEMANDE  
NADJA ASBL - RUE SOUVERAIN PONT, 56 - 4000 LIEGE  
[HTTP://WWW.NADJA-ASBL.BE/PMB/OPAC\\_CSS/](http://www.nadja-asbl.be/pmb/opac_css/)**



Le centre de documentation de Nadja vous propose une sélection de ressources documentaires sur le thème « **Les salles de consommation à moindre risque (SCMR)** ».

Ces dispositifs socio-sanitaires ont vu le jour en Suisse à Berne en 1986, ensuite d'autres pays européens ont suivi. Car la création de ces salles dépend de la volonté politique de vouloir engager un programme axé sur la réduction des risques, auprès d'usagers qui ne peuvent s'abstenir de consommer des produits stupéfiants, dans un endroit sécurisé et hygiénique. Les risques sont ainsi réduits en termes de nombre d'overdoses, de nombre de décès qui en découlent, de transmission d'hépatites virales ou du VIH.

Il existe près de 100 SCMR en Europe. En Belgique, c'est Liège qui a innové dans ce domaine en 2018 avec la salle « Safe ti First », ensuite Bruxelles avec le projet Gate.

La sélection documentaire propose à travers des articles, des ouvrages et des rapports collectés, un aperçu des différentes réalités tant en Europe qu'à travers le monde, de ces espaces dédiés à l'accueil et aux soins des usagers de drogues par injection.

Un clic sur le titre d'une notice renvoie vers celle-ci dans la base documentaire de Nadja <https://pmb.nadja-asbl.be/>

Les liens vers les documents sur leurs sites d'origine sont indiqués lorsque ceux-ci sont disponibles gratuitement en ligne.

Les ouvrages en prêt sont disponibles au centre de documentation, il est demandé de prendre un rendez-vous par mail : [documentation@nadja-asbl.be](mailto:documentation@nadja-asbl.be)

[Le quai 9 : une aventure au coeur de la consommation active, qui donne à penser et à réfléchir sur la condition humaine](#)

de Martine Baudin

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, n°1 (décembre 2016), pp. 32-34

En ligne : [feditobxl.be/...](http://feditobxl.be/...)



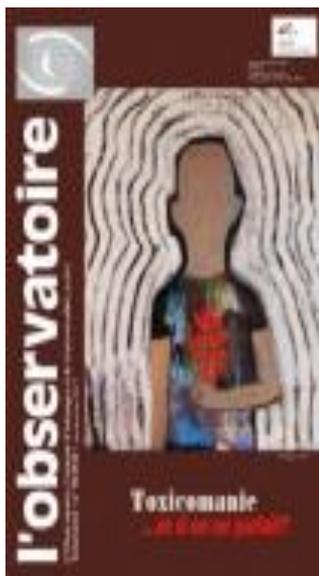
Le Quai 9, salle de consommation à moindre risque, a été ouverte à Genève en décembre 2001. Pour *Addiction(s) : recherches et pratiques*, Martine Baudin, directrice de l'association Première ligne<sup>1</sup>, revient sur la création et le fonctionnement de cette structure. Son nom fait référence à une « 9e voie », en clin d'œil à la proximité de la gare et de ses huit voies qui emmènent les voyageurs aux quatre coins de la Suisse. Il s'agit surtout du choix d'un nom qui fait écho au mouvement et aux passages, nombreux, éphémères ou ponctuels, que les personnes usagères de drogues feront au sein de ce nouveau lieu d'accueil où la consommation n'est ni une finalité, ni une fatalité.

[Sâf ti First ou comment résoudre l'improbable équation entre santé et toxicomanie](#)

de Dominique Delhauteur, M. Frans

In *L'OBSERVATOIRE*, n°98 (Mars 2019), pp. 60-63

En consultation au centre de documentation



La première salle de consommation à moindre risque de Belgique a été inaugurée à Liège, le 5 septembre 2018. Elle est baptisée Sâf ti First, du wallon liégeois "protège toi !" et de l'anglais "safety first" qui signifie "sécurité, en premier". Toute la philosophie du projet tient dans ces mots. L'utilisation du wallon pour marquer la proximité et la paternité liégeoise du projet. Tandis que la référence à l'anglais est inspirée des panneaux de sécurité utilisés dans les pays anglo-saxons. La santé et la sécurité sont les concepts transversaux du dispositif de la salle de consommation à moindre risque. Elle dispose de deux espaces intérieurs fermés (un pour l'inhalation et un pour l'injection). A l'intérieur de ces espaces, la consommation de drogues illégales est autorisée mais supervisée par une équipe paramédicale et médicale. La création de ce dispositif qui vise à la réduction des risques, répond à un besoin identifié, de longue date, par l'ensemble des pouvoirs locaux liégeois et des associations de terrain. Après des années de discussions tenaces avec les entités fédérées, le projet s'est enfin matérialisé.

Espace(s) de la salle de consommation à moindre risque, entre dedans et dehors

de Jean-Michel Delile

In *ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE*, Vol.41 n°3 (SEPTEMBRE 2019), pp. 210-218

En ligne : <https://www.alcoologie-et-addictologie.fr/index.php/aa/article/view/856/166>



Initialement conçues pour résoudre le problème des “scènes ouvertes” au début des années 1990 en Europe et donc essentiellement dans des objectifs de tranquillité publique, les salles de consommation à moindre risque (SCMR) ont rapidement fait la démonstration d’effets positifs en matière de réduction des risques (RDR), notamment par leur capacité à établir des contacts avec des usagers de drogues éloignés des systèmes de soins. Ces dispositifs doivent donc être nécessairement conçus avec des réponses adaptées aux besoins spécifiques d’une ville ou d’un quartier particuliers, au risque sinon de créer au contraire un effet d’appel et de créer ou d’aggraver une partie du problème que les SCMR étaient censées aussi résoudre, la visibilité sociale des usages ou des trafics, avec la création d’une scène ouverte en périphérie de la salle. Inadaptées à une configuration locale spécifique, ces SCMR risqueraient en effet d’aggraver ainsi le risque de rejet des usagers par l’environnement et leur stigmatisation. Cette dialectique du dedans et du dehors de la salle est donc une question-clé qu’il importe de traiter dans tout projet d’implantation de tels dispositifs dans un site spécifique, en intégrant notamment la possibilité de programmes mobiles qui peuvent pour partie répondre à cette tension.



Collaboration entre espace de consommation et police de proximité à Genève

de Serge Longère

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, n°4 (décembre 2019), pp. 29-31

En ligne : <https://www.calameo.com/read/005544858788f47c793a3?page=1>

"Régulièrement, des stagiaires policiers viennent visiter le Quai 9 et bénéficient d’une sensibilisation à cette politique des quatre piliers. Nous sommes amenés à insister sur notre vision de la RdR qui, de fait, modifie le regard sur les consommations de substances." (extrait)



La crise sanitaire, booster du Plan crack? Chroniques de la réduction des risques en temps de "guerre"

de Elisabeth Avril, Jamel Lazic

In *SWAPS*, 94 (2020), pp. 26-28

En ligne : <https://vih.org/revue/swaps-94-la-reduction-des-risques-a-lepreuve-du-covid-19/>

Issue de Médecins du Monde, l’association Gaïa gère la salle de consommation à moindre risque parisienne près de la gare du Nord, ainsi qu’un Csapa et un Caarud dont les interventions sont basées sur le travail en unités mobiles auprès des usagers les plus précaires de la capitale. La crise du Covid-19 a permis de gérer en urgence les besoins de ces usagers.



### Les salles de consommation à moindre risque

de Grégoire Cleirec, Mélanie Trouessin

Bulletin de *Implications philosophiques* (25/03/2020)

En ligne : [www.implications-philosophiques.org](http://www.implications-philosophiques.org) [...]

Les salles de consommation à moindre risque (SCMR) sont des espaces encadrés par des professionnels qui offrent aux usagers de drogues un cadre sécurisé, en dehors des lieux publics, où ils peuvent consommer les substances psychoactives qu'ils apportent dans de bonnes conditions d'hygiène et avec du matériel adapté. Elles comprennent généralement un espace d'accueil, un espace de consommation (par injection ou par inhalation), et un espace de repos où il est possible mais non obligatoire de rencontrer un assistant social, une infirmière ou un médecin.

### « Salles de shoot » : la remise en cause d'une expérimentation ?

de Dominique Demangel

In *ESPRIT*, n°400 (Décembre 2013), pp. 119-120

En ligne : <https://www.cairn.info/revue-esprit-2013-12-page-119.htm>



Dès sa mise en place en juin 2012, le gouvernement de Jean- Marc Ayrault s'est déclaré favorable à l'expérimentation d'un nouveau dispositif de réduction des risques en matière de toxicomanie : des salles de consommation à moindre risque (SCMR). Il s'agit de lieux où les usagers de drogue se rendent avec leur produit pour le consommer sous contrôle d'un personnel sanitaire susceptible de dispenser des conseils et de distribuer des matériels stériles ; ces dispositifs existent dans neuf pays, où plus de quatre-vingt-dix salles se sont ouvertes.

Plusieurs villes de couleurs politiques différentes avaient participé à l'étude lancée par la mairie de Paris pour apprécier les résultats de ces dispositifs dans d'autres pays et leur évaluation positive par l'Inserm ; seule cependant la ville de Paris a formalisé sa candidature pour favoriser l'ouverture d'une structure associative de SCMR. (début de l'article)

### Les salles de consommation à moindre risque. Apprendre à vivre avec les drogues

de Marie Jauffret- Roustide

In *ESPRIT*, n°429 (Novembre 2016), pp. 115-123

En ligne : [https://www.cairn.info/revue-esprit-2016-11-page-](https://www.cairn.info/revue-esprit-2016-11-page-115.htm#:~:text=L'id%C3%A9e%20des%20salles%20de,usage%20de%20drogues%20par%20injection.)

[115.htm#:~:text=L'id%C3%A9e%20des%20salles%20de,usage%20de%20drogues%20par%20injection.](https://www.cairn.info/revue-esprit-2016-11-page-115.htm#:~:text=L'id%C3%A9e%20des%20salles%20de,usage%20de%20drogues%20par%20injection.)



En octobre et novembre 2016, deux salles de consommation à moindre risque, désignées de manière triviale comme des « salles de shoot », ouvrent à Paris et à Strasbourg. Cette implantation s'effectue trente ans après l'ouverture de la première salle à Berne (Suisse) en 1986 et alors que près d'une centaine de salles existent déjà aujourd'hui dans le monde et principalement en Europe.

Ces salles se donnent comme objectif d'améliorer la santé des usagers de drogues et la tranquillité des riverains. Elles sont implantées dans des villes pour mettre fin aux « scènes ouvertes », regroupements d'usagers qui se droguent dans l'espace public, entraînant un sentiment de malaise et de peur, et pour permettre aux usagers de réaliser leurs injections dans des espaces sécurisés et hygiéniques.



### [Visite d'une salle de consommation pour usagers de crack](#)

de Collectif du 19 mai

In *VIE SOCIALE ET TRAITEMENTS*, n° 110 (Juin 2011), pp. 13-16

En ligne : [www.cairn.info/...](http://www.cairn.info/)

Si l'utilité des salles d'injection n'est plus à prouver, notamment grâce au rapport de l'INSERM du 30 juin 2010 sur la réduction des risques chez les usagers de drogues, les salles d'inhalation pour usagers de crack posent encore question en France. Afin d'essayer d'y voir plus clair, le Collectif du 19 mai 1 s'est rendu à Rotterdam, dans le centre « BoumanGGZ », qui possède une salle de consommation à moindre risque pour usagers de crack.



### [Comment adapter les traitements par agonistes opioïdes \(TAO\) et la prescription d'héroïne médicale en temps de crise?](#)

de Gérard Calzada, Aline Bervini, Daniele Zullino, et al.

In *DEPENDANCES*, n° 68 (Août 2020), pp. 6-8

En ligne : [www.grea.ch/...](http://www.grea.ch/)

Le Service d'addictologie des Hôpitaux Universitaires de Genève a dû réagir vite pour continuer à répondre aux besoins de soins individuels et aux défis accrus de santé publique. Accès facilité, procédures accélérées, nouvelles pratiques d'administration. Les différentes adaptations ont non seulement été appréciées ; certaines pourraient être poursuivies au-delà de la crise. (réd.)



### [Interview de Florian Meyer](#)

de Frank Zobel

In *DEPENDANCES*, n° 68 (Août 2020), pp. 16-18

En ligne : [www.grea.ch/...](http://www.grea.ch/)

La Ville de Zurich est celle qui compte le plus de structures avec espaces de consommation de drogues illégales en Suisse. Comment la crise de Covid-19 a-t-elle été gérée dans ce contexte et quels apprentissages ont été réalisés ? Interview du responsable de ces structures (réd.).

### [Le crack à Paris : la santé, les médias, l'opinion et les politiques](#)

de Bernard Basset, Alain Rigaud, Myriam Savy

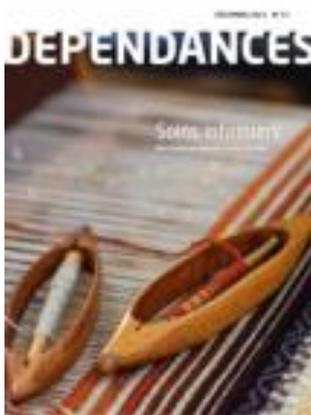
Bulletin de *Décryptages*, n° 48 (Septembre 2021), 16 p.

En ligne : [addictions-france.org/...](http://addictions-france.org/)



Les fumeurs de crack qui se concentrent dans le Nord et l'Est parisien suscitent l'attention des médias tant l'incapacité des pouvoirs publics à trouver une solution pour ces personnes dépendantes en grande difficulté est criante. Leur errance dans l'espace public, le sentiment d'insécurité des riverains et les discours parfois contradictoires des différentes autorités, sur fond de compétition électorale, alimentent un débat souvent confus qui ne favorise guère la recherche de solutions pragmatiques et dépassionnées. Pourtant, des pays proches ont affronté les mêmes difficultés et y ont apporté depuis longtemps des réponses sous forme de salles de consommation à moindre risque. Ces expériences, désormais installées dans la continuité, souvent évaluées scientifiquement, devraient aider les décideurs à

résoudre les problèmes parisiens ou autres, loin des propos de tribunes.



### [Le partenariat de soins dans la prescription médicale d'héroïne](#)

de Loïc Menneret

In *DEPENDANCES*, n° 71 (Décembre 2021), pp. 28-31

En ligne : [www.grea.ch\[...\]](http://www.grea.ch[...])

La prescription médicale d'héroïne - diacétylmorphine (DAM)- peut parfois susciter de nombreuses interrogations, fausses croyances ou inquiétudes. Dans ce cadre, un partenariat fort entre le soigné et les soignants est à co-construire. En partant de l'exemple du poète et artiste français Jean Cocteau, l'auteur nous invite à explorer l'utilité d'un traitement DAM ainsi que les différents paramètres du partenariat qui se crée dans ce cadre.



### [L'Inserm valide les salles de consommation](#)

de Christelle Destombes

In *SWAPS*, n°100 (Automne 2021), pp. 14-15

En ligne : [vih.org\[...\]](http://vih.org[...])

Des effets positifs en termes de santé publique. Tel est le constat de l'Inserm qui a évalué les salles de consommation à moindre risque (SCMR) de Paris et de Strasbourg, à la demande de la Mildeca. Éléments clés du rapport paru en mai 2021.

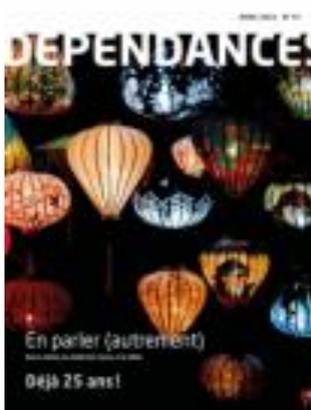
### [Espace de consommation supervisée au sein d'un Caarud. Retour d'expérience à Bordeaux en temps de Covid](#)

de Véronique Latour

In *SWAPS*, n°100 (Automne 2021), pp. 17-20

En ligne : [vih.org\[...\]](http://vih.org[...])

La crise sanitaire liée au Covid-19 a mis en évidence l'urgence nécessaire d'adapter les modes d'interventions au sein des Caarud. À Bordeaux, le Caarud de la Case a testé une salle d'injection supervisée, en se saisissant d'une ordonnance du mois de mars 2020.



### [Parler de la prescription médicale d'héroïne](#)

In *DEPENDANCES*, n° 72 (Avril 2022), pp. 32-33

En ligne : [www.grea.ch\[...\]](http://www.grea.ch[...])

Il y a près de trente ans, la Suisse introduisait la prescription médicale d'héroïne, une mesure (inutilement) controversée et dont l'application reste encore aujourd'hui limitée à quelques rares pays. Mais, si les administrateurs et décideurs à travers le monde continuent d'ignorer une mesure thérapeutique pour tant évidente, qu'en pensent ceux et celles qui en sont les destinataires? Petit tour d'horizon avec quatre usagères et usagers du Peps à Genève - Nadia, Céline, Michel et Sébastien - qui ont bien voulu parler de leur expérience.

### [Un enjeu éthique dans les sites d'injections supervisées avec un bas seuil d'exigence](#)

de Jacques Quintin, Joëlle Boivin

In *DROGUES SANTE SOCIETE*, Vol 20 n° 1 (Juin 2022), pp. 239-256

En ligne : [drogues-sante-societe.ca\[...\]](http://drogues-sante-societe.ca[...])

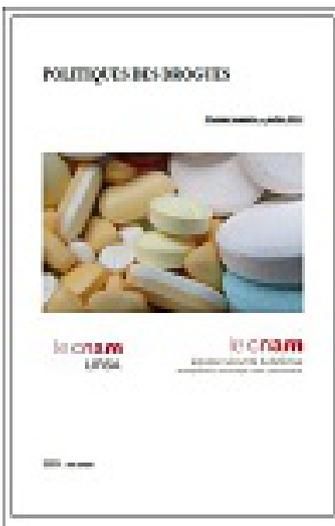
Au Québec, les intervenants qui exercent leur mandat à l'intérieur de sites d'injections supervisées sont souvent confrontés à des enjeux éthiques qui touchent une population vulnérable et marginale. Les intervenants sont coincés entre le désir de soutenir les usagers et l'importance du respect des règlements pour assurer le bon fonctionnement du service et la sécurité des usagers dans un souci d'offrir un accès équitable. À partir d'un cas fictif, qui illustre le soi-disant manque de collaboration d'un usager ayant un comportement perturbateur et menaçant, il s'agit de décrire la difficulté et les tensions entre différentes perspectives dans le champ de l'intervention sociale. Notre démarche est phénoménologique et herméneutique avec une visée pragmatique. Les cadres théoriques d'Aristote et de Ricœur nous serviront d'appui. Nous proposons l'idée que les sites d'injections supervisées offrent un lieu de partage, d'écoute et de dialogue, voire un lieu de réflexion, de délibération et de prise de décision à l'intérieur d'une communauté de recherche, au sein de laquelle les usagers, même en état d'intoxication, ont un rôle social à jouer dans une résolution d'un problème éthique.

### [L'évaluation des salles de consommation à moindre risque en santé publique : la cohorte COSINUS \(COhorte pour l'évaluation des facteurs Structurels et INdividuels de l'USage de drogues\)](#)

de Marie Jauffret-Roustide, Marc Auriacombe, et al.

In *Politiques des drogues*, N° 2 (Février 2022), pp. 34-42

En ligne : [esd.cnam.fr\[...\]](http://esd.cnam.fr[...])



L'objectif principal de cette évaluation était de tester le lien entre fréquentation d'une SCMR et les critères d'efficacité suivants : les pratiques à risque d'infection au VIH ou au VHC (risque que nous avons défini comme le partage, soit le prêt ou l'emprunt, de matériel d'injection), les overdoses non fatales, les abcès, l'accès aux soins, les injections dans l'espace public et les délits. Afin de répondre à ces hypothèses, nous avons mené l'étude COSINUS (COhorte pour l'évaluation des facteurs Structurels et INdividuels de l'USage de drogues). Celle-ci s'appuie sur les données d'une cohorte prospective multicentrique, ayant inclus 665 PQIS dans 4 villes (Bordeaux, Marseille, Paris et Strasbourg), suivies pendant 12 mois. Des enquêteurs formés à cet effet ont administré les questionnaires en face-à-face auprès des PQIS à l'inclusion, 3 mois, 6 mois et 12 mois de suivi. [Extrait]

[Prescription d'héroïne en Suisse, regard sur 25 ans d'existence et interrogations sur l'avenir](#)

de L. Colliander

In *LE COURRIER DES ADDICTIONS*, vol 24 n°2 (Juin 2022), pp. 26-28

En ligne : [www.edimark.fr](http://www.edimark.fr)[...]

En consultation au centre de documentation



Fleur de la politique en matière de drogues en Suisse, le programme avec prescription de diacétylmorphine (héroïne médicale) est en place depuis maintenant bientôt 30 ans. La présente contribution propose donc de jeter un regard sur la généalogie de ce traitement et l'influence des contingences historiques sur son état actuel. Nous commencerons par rappeler brièvement ses origines, son développement, ainsi que ses principaux résultats. Dans un deuxième temps, nous proposerons une réflexion sur le rôle joué par 2 facteurs spécifiques que sont la médicalisation et le rôle des crises sanitaires dans l'évolution passée, présente et future du programme. [Extrait]

[Interview](#)

de Elisabeth Avril, Thomas Herquel, Camille Robert, et al.

In *DEPENDANCES*, N° 75 (Avril 2023), pp. 10-14

En ligne : [www.grea.ch](http://www.grea.ch)[...]



Bien que les contextes politiques et sociaux soient différents, les salles de consommation à moindres risques suisses et françaises connaissent un certain nombre de défis communs : scepticisme et conservatisme, recrutement et motivation du personnel, politiques d'avenir... Cette interview croisée propose un tour d'horizon de ces enjeux avec deux professionnel-le-s très engagé-e-s dans la réduction des risques

[Insite "porte-drapeau" pour lutter contre la guerre anti-drogue](#)

de Pierre Chappard

In *SWAPS*, N° 68 (3° trimestre 2012), pp.2-4

En ligne : <https://vih.org/revue/swaps-68-salles-de-consommation/>



Vancouver, ville portuaire mondialisée, la plus importante de l'ouest canadien, située dans la province de la Colombie-Britannique, à la frontière des États-Unis. C'est ici que la seule salle d'injection supervisée (SIS) d'Amérique du Nord, Insite, a ouvert en 2003, au grand dam des États-Unis...

1

### [L'ouverture de salles de consommation est un débat éthique](#)

de Elisabeth Avril

In *SWAPS*, N° 68 (3° trimestre 2012), pp.8-10

En ligne : <https://vih.org/revue/swaps-68-salles-de-consommation/>



La mise en place de salles de consommation est une étape supplémentaire dans la politique de réduction

des risques, elle pose des questions éthiques, sociales et économiques complexes. Que doit-on faire ou ne

pas faire pour les usagers ? La consommation n'est pas le seul symptôme à prendre en compte, ces structures permettront de répondre à cet enjeu d'éthique sociale, une éthique du moindre mal, du préférable,

du gain de chance et du vivre ensemble. Certains élus parisiens ont déjà pris position pour ce dispositif : la

première salle devrait ouvrir en 2013 près de la gare du Nord.



### [Quel est le cadre juridique des premières salles d'injection supervisée au Canada ?](#)

de LERT F.

In *SWAPS*, N° 68 (3° trimestre 2012), pp.13-14

En ligne : <https://vih.org/revue/swaps-68-salles-de-consommation/>

### [Bientôt une salle de consommation à moindre risque à Paris?](#)

de F. Arnold-Richez

In *SWAPS*, N° 68 (3° trimestre 2012), pp.15-16

En ligne : <https://vih.org/revue/swaps-68-salles-de-consommation/>

Le projet de Salle de consommation à moindre risque à visée éducative (SCMRE) de Médecins du Monde et

Gaïa-Paris pourrait voir le jour au printemps 2013. C'est un premier pas pour une relance de la politique

de réduction des risques.

### [Les salles de consommation à moindre risque : un déplacement des frontières entre normaux et stigmatisés ?](#)

de Hélène Chéronnet

In *Cahiers Droit, Sciences & Technologies*, N°10 (10/2020), pp.57-69

En ligne : [journals.openedition.org/...](https://journals.openedition.org/...)



### [L'ouverture de Salles de Consommation à Moindre Risque. Une « affaire » d'éthique ?](#)

de Jean-Pierre Lhomme

In *Rhizome*, N°62 (Décembre 2016), p. 17

En ligne : <https://www.cairn.info/revue-rhizome-2016-4-page-17.htm>

Ces Salles de Consommation à Moindre Risque (SCMR) sont une réponse pragmatique qui fait prise en compte de nos responsabilités, de nos obligations à l'égard de personnes ne pouvant pas ou ne voulant pas pour un temps donné sortir de leurs consommations de

drogues et s'enfoncent alors dans la précarité, la désaffiliation.

[Prévention des addictions et réduction des risques et des dommages par les centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie \(CSAPA\)](#)

de Haute Autorité de Santé

Saint-Denis (<http://www.has-sante.fr>) : Haute Autorité de Santé, 2019, 94 p.

En ligne : [www.has-sante.fr](http://www.has-sante.fr)[...]



Ces recommandations de bonnes pratiques professionnelles constituent le deuxième volet d'un programme portant sur la prévention des addictions et la réduction des risques et des dommages et initié par l'Agence nationale de la qualité et de l'évaluation des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM). La lettre de cadrage du programme a été validée par les instances de l'ANESM.

Le premier volet, consacré aux centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers des drogues (CAARUD), est paru en octobre 2017.

Les travaux concernant le présent volet, démarrés à l'automne 2017, ont été transférés à la Haute autorité de santé (HAS), ainsi que l'ensemble des missions de l'ANESM, le 1er avril 2018.

La méthodologie d'élaboration de ces recommandations est celle de l'ANESM. Elle repose sur :

- des travaux préparatoires : visites sur sites, entretiens auprès des parties prenantes
- une recension de la littérature
- la mise en place d'un groupe de travail
- la relecture par un groupe de lecture
- l'analyse juridique du texte des recommandations

[Drogues: représentations et réalités. Le Quai 9, une expérience genevoise](#)

de Martine Baudin

Genève : La Baconnière, 2019, 88 p.

En prêt au centre de documentation



La question des drogues est une question sociétale avant tout, sur laquelle toute personne a un avis et porte un regard, qu'elle soit concernée, ou non, par cette thématique. Les « dealers » et les « consommateurs » font partie des « personnages publics » des sociétés industrielles mais bien souvent, ils sont uniquement perçus sous le prisme du sordide.

Ce livre propose, à travers des essais, des témoignages, l'exemple d'un lieu de consommation et une œuvre artistique, d'ouvrir sa vision à la connaissance et au rôle de la drogue dans notre société alors que les consommations de produits psychotropes existent depuis des siècles et sont encore présentes dans certains pays sous forme de rituels et d'initiation. Les courts essais de Frédéric Orobon, Jean-Félix Savary, Martine Baudin, Anna Iatsenko et Khalid Tinasti ainsi que Boris Jeanmaire, proposent des regards différenciés de professionnels, de chercheurs et d'un usager quand les témoignages relèvent de consommateurs, de proches et de professionnels. Contrepoint vif et délicat, les cahiers photographiques, issus d'une campagne au Quai 9, sont signés par Max Jacot, photographe et artiste genevois.

Ce livre donne aussi à lire et à voir l'expérience particulière du Quai 9 à Genève, espace d'accueil et de consommation de drogues depuis 2001. Axé sur la réduction des risques, celui-ci s'organise autour de l'écoute, du dialogue, de conseils et de soins de santé primaires et met à disposition du matériel et des tables d'injections.

[COSINUS : COhorte pour l'évaluation des facteurs Structurels et INdividuels de l'USage de drogues : COSINUS éco Évaluation économique des salles de consommation à moindre risque. Recherche sociologique sur l'impact de la salle de consommation à moindre risque sur la tranquillité publique et son acceptabilité sociale](#)

de Marc Auriacombe, Marie Jauffret- Roustide, Laurence Lalanne, et al.

Paris (<http://www.inserm.fr/>) : Inserm, 2021, 348 p.

En ligne : [www.drogues.gouv.fr/...](http://www.drogues.gouv.fr/...)

Autorisées en 2016 par la Loi de Santé de manière expérimentale, les deux salles de consommation à moindre risque de Strasbourg et de Paris ont fait l'objet d'une évaluation par l'INSERM.

A partir d'une cohorte de 665 personnes (baptisée COSINUS), suivie pendant une année à Paris et Strasbourg, ainsi qu'à Bordeaux et Marseille, deux villes « témoins » qui n'ont pas de salles de ce type, le rapport a été publié le 7 mai 2021. Il rejoint une littérature scientifique internationale fournie, dont il propose un état de l'art en première partie.

Il dresse également une évaluation médico-économique des salles et de leur rapport coût-efficacité sur le long terme.

Cette évaluation a porté sur plusieurs axes : efficacité sur l'état de santé des personnes accueillies, impact sur la tranquillité publique et sur l'acceptabilité sociale du dispositif, impact économique... et rend des résultats positifs, invitant à la pérennisation de ces dispositifs et à penser des modalités analogues en CAARUD.

[Les villes face à l'usage de drogues dans l'espace public : quels modèles hors de nos frontières?](#)

de Marie Jauffret-Roustide

Octobre. [S.l.] : The conversation.com, 2021, 6 p.

En ligne : [theconversation.com/...](http://theconversation.com/...)

Dans le sillage des débats sur la sécurité, l'usage de drogues dans les lieux publics constitue un fort enjeu électoral, avec aujourd'hui en point de mire la construction d'un mur entre Paris et Pantin.

Si durant de nombreuses années, le trafic de stupéfiants a été pointé comme cause de l'insécurité, le débat s'est orienté vers la présence même des consommateurs de drogues dans l'espace public et ouvre un champ de discussion sur les réponses à y apporter.

[L'image de la toxicomanie à Liège : analyse médiatique de deux médias régionaux, RTC et La Meuse](#)

de Lejla Burazerovic

[S.l.] : Haute Ecole de la Province de Liège, département sciences sociales et communication(Liège), 2022, 118 p.

En prêt au centre de documentation

"Depuis la crise sanitaire, beaucoup de sujets (dont celui de la toxicomanie) sont passés à l'oubli au sein de la ville, mais aussi médiatiquement parlant. La crise sanitaire a très vite été accompagnée d'autres crises. Ainsi, une liste de priorités s'est instaurée. En me lançant dans ce projet de taille, j'ai réalisé qu'une rupture était présente, celle de la réalité et celle de l'image que l'on donne de cette réalité dans les médias. En interviewant des acteurs directs, j'ai pu comprendre au mieux pourquoi celle-ci était présente et de quelle façon cette problématique agissait sur l'image de la ville. En toute objectivité, je profite de ce travail pour expliquer les façons dont les journalistes agissent vis-à-vis de ce sujet. Dans ce travail, j'expose la problématique de façon réelle en soulignant les moments clés de la toxicomanie à Liège et en analysant certains articles rédigés sur le sujet. Pour réaliser

une comparaison complète, j'ai pris en compte les différentes rencontres qui m'ont permis de réaliser ce travail de manière complète et objective" (extrait de l'introduction)

[Salles de consommation à moindre risque en Europe : poursuivre la dynamique face aux défis majeurs du XXIème siècle : 2ème colloque européen sur les salles de consommation à moindre risque](#)

Strasbourg : Ithaque, 2022, 36 p.

En ligne : [www.ithaque-asso.fr\[...\]](http://www.ithaque-asso.fr[...])

Le 1er juillet 2021, s'est tenu, à Strasbourg, le deuxième colloque européen des Salles de Consommation à Moindre Risque (SCMR). « Poursuivre la dynamique face aux défis majeurs du 21ème siècle », avec pour objectifs de partager la richesse des expériences, de soutenir les salles existantes et de contribuer au développement de tels dispositifs de réduction des risques dans les pays européens. Il s'agit d'être au cœur des problématiques qui conjuguent droits humains, tranquillité et santé publique.

Organisé par la ville de Strasbourg, le Groupe Pompidou du Conseil de l'Europe et l'association Ithaque, gestionnaire de la SCMR Argos à Strasbourg, en partenariat avec la MILDECA, l'ARS Grand Est, l'EFUS et la Correlation Network, ce colloque a réuni, sur la journée, plus de 300 participants en présentiel et en distanciel, provenant de 33 pays différents.

[Évaluation de l'espace de consommation sécurisé de Lausanne \(ECS\) - Projet pilote de trois ans. Rapport final](#)

de Sanda Samitca, Sophie Stadelmann, Audrey Linder

Lausanne : Unisanté, 2021, 126 p.

En ligne : [serval.unil.ch\[...\]](http://serval.unil.ch[...])

Au terme des trois ans de phase pilote, la pertinence et l'utilité de l'espace de consommation sécurisé (ECS) ouvert le 1er octobre 2018 à la Fondation ABS à Lausanne sont confirmées. Les 35'904 épisodes de consommation qui ont eu lieu à l'ECS en deux ans et demi sont autant de consommations qui auraient pu se faire dans de moins bonnes conditions sanitaires et entraîner l'abandon de déchets dans l'espace public.

L'ECS met à disposition des usager·ère·s qui le fréquentent un espace propre, sécurisé avec la présence de professionnel·le·s, contribuant à l'amélioration de leur situation sociale et sanitaire.

Néanmoins une série d'enjeux persistent et appellent à des adaptations. Après trois ans, le nombre d'usager·ère·s qui utilisent l'ECS sur une base régulière est peu élevé et par ailleurs une partie des usager·ère·s continuent d'utiliser les toilettes de la place de la Riponne pour consommer, y compris durant les heures d'ouverture de l'ECS. Les objectifs de l'ECS en termes d'amélioration des conditions de consommations et d'amélioration de l'état de santé de la population cible ne sont dès lors que partiellement atteints. L'ECS pourrait sans doute attirer encore davantage d'usager·ère·s, mais cela nécessiterait un travail de sensibilisation ciblée auprès des usager·ère·s dans l'espace public pour désamorcer certaines idées reçues et rappeler le fonctionnement de l'ECS en tant que prestation de réduction des risques.

La piste d'une offre alternative proche de la Riponne devrait être



pensée, en amont, dans le cadre d'une démarche participative avec les usagers. De plus, une prestation incluant de la pair-aidance devrait être envisagée.

Bien que leur disparition totale soit peu réaliste et ne se vérifie pas dans les villes disposant de SCMR depuis très longtemps, les consommations dans l'espace public constituent un enjeu majeur. L'ouverture d'une SCMR n'est pas une réponse suffisante, elle doit s'accompagner d'une intervention d'incitation à y recourir et s'inscrire dans une réflexion plus large sur le dispositif de prise en charge incluant les quatre piliers.

### [Salles de consommation à moindre risques \(scmr\): une tentative de réponse pragmatique à un phénomène multi-factoriel](#)

de François Baufay

Bruxelles : FEDITO, 2012, 28 p.

En ligne : [reductiondesrisques.be](http://reductiondesrisques.be)[...]

La question des salles de consommation à moindre risques (SCMR) alimente actuellement les débats publics et médiatiques dans divers pays. Ceux-ci sont interpellés par certaines impasses en ce qui concerne la prise en charge de nombreux consommateurs de produits illicites dans l'espace public. En effet, dans de nombreuses grandes villes, les autorités et les professionnels de la santé sont confrontés à des situations de « scènes ouvertes », des lieux où en permanence, des usagers de drogue, souvent très précarisés, achètent et consomment leurs produits dans l'espace public. Ces consommations en rue, dans les lieux publics, tels les cages d'escaliers, parkings, toilettes publiques, gares, rues étroites, bâtiments abandonnés exposent les usagers à des risques accrus pour leur santé. La saleté des lieux, le manque d'eau, la promiscuité entre usagers, le partage de matériel d'injection, la consommation à la "va-vite" », ne permettent généralement pas de requérir au minimum d'hygiène nécessaire à la réalisation de consommation sans risque. Ces consommations dans l'espace public posent également des problèmes de sécurité et de convivialité évidents (abandon de seringues usagées, deal, sentiment d'insécurité,...)

### [Salles de consommation à moindres risques](#)

de Cellule Générale de Politique Drogues

[S.1.] : Santé Publique Belgique, Octobre 2016, 43p.

En ligne : [organesdeconcertation.sante.belgique.be](http://organesdeconcertation.sante.belgique.be)[...]

Cette note donne un aperçu du contexte (définition, objectifs, craintes, conditions d'accès, ...) et

décrit l'historique de l'implémentation de ce type de dispositif à l'étranger. Ensuite, une synthèse

des données épidémiologiques permettant d'étayer les discussions ainsi qu'un résumé des évaluations des dispositifs existants seront présentés.

### [Salles de consommation de drogues : un aperçu de l'offre et des réalités](#)

de OBSERVATOIRE EUROPEEN DES DROGUES ET DES TOXICOMANIES

[S.1.] : EMCDDA/OEDT, 2018, 10p. (Perspectives sur les drogues)

En ligne : [www.emcdda.europa.eu](http://www.emcdda.europa.eu)[...]

Les salles de consommation de drogues à moindre risque dans lesquelles des drogues illicites peuvent être consommées sous la supervision de personnel qualifié existent en Europe depuis une trentaine d'années. Ces infrastructures ont comme objectifs premiers la

réduction des principaux risques de transmission de maladies induits par des injections en conditions d'hygiène précaires, la prévention des décès liés à l'usage de drogues (par surdose), et la mise en relation des usagers de drogues les plus à risque avec les services de soins et de prise en charge en addictologie ou d'autres structures sanitaires et sociales.

### [Drogue à Marseille : une salle, deux ambiances](#)

de Léna Rosada

Décembre. Marseille : <https://cqfd-journal.org/>, 2023, 4 p.

En ligne : [cqfd-journal.org\[...\]](https://cqfd-journal.org/)



Une salle de consommation de drogue à moindres risques doit ouvrir l'année prochaine à Marseille. Projet annoncé de longue date par l'équipe municipale, soutenu par les professionnels en addictologie, il réveille néanmoins l'hostilité de certain·es riverain·es.